

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 7. De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 juli 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,

Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/21337]

2 JUILLET 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution de l'article 47/15bis du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 2021 portant exécution de l'article 47/15bis du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, article 47/15bis, § 1^{er}, alinéa 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 2021 portant exécution de l'article 47/15bis du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 2021 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 2021 portant exécution de l'article 47/15bis du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 2 juillet 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 juillet 2021;

Vu le rapport du 1^{er} juillet 2021 établi conformément à l'article 4, 2^o, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant l'arrêté ministériel du 13 mars 2020 portant le déclenchement de la phase fédérale concernant la coordination et la gestion de la crise coronavirus COVID-19;

Considérant les décisions du Comité de concertation, notamment celles du 11 mai 2021 et du 4 juin 2021 par lesquelles les entités fédérées ont été chargées d'apporter dans leur réglementation les modifications qui devraient entrer en vigueur le 1^{er} juillet 2021;

Considérant que la Conférence interministérielle Santé publique a approuvé, le 16 juin 2021, de nouvelles règles en matière de testing et de quarantaine pour les personnes entièrement vaccinées dans le cadre d'un contact à haut risque;

Considérant que l'article 47/15bis du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé prévoit qu'il revient au Gouvernement de fixer les catégories de personnes qui sont susceptibles d'être vecteur de la transmission de la COVID-19 et qui sont en conséquence tenues de se placer immédiatement en isolement ou quarantaine et de procéder à un dépistage, selon les modalités définies par les recommandations et décisions des instances fédérales et interfédérales. Il lui revient également de fixer les exemptions à ces obligations. Le Gouvernement exerce cette compétence sur la base des recommandations et décisions des instances fédérales et interfédérales;

Considérant qu'en exécution de cette disposition, le Gouvernement wallon a adopté un arrêté le 6 novembre 2020, remplacé par un nouvel arrêté du Gouvernement wallon en date du 1^{er} avril 2021, modifié en date du 29 avril 2021;

Considérant que lors de ses séances des 11 mai et 4 juin 2021, le Comité de concertation a décidé que les entités fédérées devaient transposer dans leur réglementation, la nouvelle liste harmonisée des exceptions aux obligations de quarantaine et de prélèvement, lesquelles doivent entrer en vigueur pour le 1^{er} juillet 2021;

Considérant que par souci de clarté, il a été décidé d'adopter un nouvel arrêté, reprenant l'ensemble des règles applicables en matière d'obligation de quarantaine et de testing;

Vu l'urgence motivée par le contexte de crise sanitaire et l'importance vitale pour la santé publique et pour éviter une résurgence de la pandémie liée au COVID-19, que les mesures nécessaires en matière de quarantaine et de dépistage puissent être prises concernant notamment les personnes revenant de certaines zones situées à l'étranger;

Considérant les concertations entre les Gouvernements des entités fédérées et les autorités fédérales compétentes au sein du Conseil national de sécurité, du Comité de concertation et au sein de la Conférence interministérielle Santé publique;

Considérant l'article 191 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne qui consacre le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale et de la préparation active à la potentialité de ces crises; que ce principe implique que lorsqu'un risque grave présente une forte probabilité de se réaliser, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures urgentes et provisoires;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du coronavirus COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité et son risque de mortalité;

Considérant la qualification par l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020;

Considérant que, en date du 16 mars 2020, l'OMS a relevé à son degré maximum le niveau de la menace liée au coronavirus COVID-19 qui déstabilise l'économie mondiale et se propage rapidement à travers le monde;

Considérant l'urgence et le risque sanitaire que présente le coronavirus COVID-19 pour la population belge;

Considérant qu'il est nécessaire, afin de limiter la propagation du virus, d'ordonner immédiatement les mesures préconisées qui s'avèrent indispensables sur le plan de la santé publique;

Considérant que l'urgence est d'autant plus prégnante que la période des vacances d'été est propice aux voyages, à la résurgence de l'épidémie et à l'import de nouveaux variants;

Considérant que la COVID-19 continue à circuler sur le territoire européen et belge;

Considérant que le danger s'étend au territoire de l'ensemble du pays; qu'il est dans l'intérêt général qu'il existe une cohérence dans la prise des mesures pour maintenir l'ordre public, afin de maximiser leur efficacité;

Considérant, dès lors, que les conséquences directes ou indirectes de la crise nécessitent une gestion et une réponse rapide au niveau régional, et ce, dans toute la mesure du possible en concordance avec les mesures prises au sein des différentes entités fédérées compétentes, via les mesures décidées au sein des organes de concertation interfédérales;

Considérant que si une évolution favorable a permis de limiter les restrictions générales imposées à la population, certaines d'entre-elles demeurent et la COVID-19 constitue toujours un risque sanitaire majeur, présentant un caractère exceptionnel et inédit;

Considérant qu'il est d'une importance vitale pour la santé publique de limiter la propagation du virus et de ses variants;

Considérant l'importance de prévoir des règles claires et harmonisées pour l'ensemble de la Belgique notamment en cas de retours de l'étranger;

Considérant que l'urgence est justifiée;

Sur proposition de la Ministre de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans le présent arrêté, on entend par :

1° personne présumée infectée : personne de catégorie III telle que définie à l'article 1^{er}, 15°, de l'accord de coopération du 25 août 2020 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune, concernant le traitement conjoint de données par Sciensano et les centres de contact désignés par les entités fédérées compétentes ou par les agences compétentes, par les services d'inspection d'hygiène et par les équipes mobiles dans le cadre d'un suivi des contacts auprès des personnes (présümées) infectées par le coronavirus COVID-19 se fondant sur une base de données auprès de Sciensano;

2° les personnes ayant été en contact étroit ou à haut risque avec des personnes infectées :

personne de catégorie IV telle que définie à l'article 1^{er}, 16°, de l'accord de coopération du 25 août 2020 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune, concernant le traitement conjoint de données par Sciensano et les centres de contact désignés par les entités fédérées compétentes ou par les agences compétentes, par les services d'inspection d'hygiène et par les équipes mobiles dans le cadre d'un suivi des contacts auprès des personnes (présümées) infectées par le coronavirus COVID-19 se fondant sur une base de données auprès de Sciensano;

3° les personnes susceptibles d'être vecteur de la COVID-19 : les personnes infectées, les personnes présumées infectées, les personnes ayant été en contact étroit ou à haut risque avec les personnes infectées et les personnes qui se sont rendues dans une zone à haut risque;

4° zone à haut risque : une zone désignée par le service fédéral compétent comme une zone présentant un haut risque de contamination par le COVID-19;

5° zone à haut risque où des variants préoccupants sont fortement présents : une zone désignée par le service fédéral compétent comme une zone à haut risque où un variant préoccupant est ou est suspecté d'être à l'origine d'une proportion considérable des contaminations par la COVID-19;

6° zone à haut risque où une attention accrue est portée aux variants préoccupants : une zone hors Union européenne qui n'a pas été désignée par le service fédéral compétent comme une zone à haut risque où des variants préoccupants sont fortement présents et qui ne figure pas sur la liste de l'Union européenne des pays tiers sûrs;

7° variant préoccupant : un variant du virus SARS-CoV-2 étiqueté par l'Organisation mondiale de la Santé comme un Variant of Concern, à l'exception du variant Alpha.

Art. 2. § 1. Les personnes susceptibles d'être vecteur de la COVID-19 sont tenues de se placer en isolement ou quarantaine et de se soumettre à un dépistage, selon les recommandations et décisions des instances fédérales et interfédérales reprises sur le site info-coronavirus.be.

§ 2. La durée de l'isolement des personnes infectées ou présumées infectées est de :

1° minimum dix jours après l'apparition des symptômes et jusqu'à au moins trois jours sans fièvre et avec une amélioration des symptômes respiratoires, en présence de symptômes de COVID-19;

2° dix jours à compter de la date du test COVID-19 en l'absence de symptômes de COVID-19.

Pour les personnes qui se sont rendues dans une zone à haut risque qui n'est pas une zone à haut risque où des variants préoccupants sont fortement présents, la quarantaine dure dix jours à compter du dernier jour où la personne en question s'est trouvée dans une zone à haut risque, sauf si cette personne a subi un test COVID-19 négatif à partir du septième jour de la quarantaine.

Pour les personnes qui se sont rendues dans une zone à haut risque qui est une zone à haut risque où des variants préoccupants sont fortement présents, la quarantaine dure dix jours à compter du dernier jour où la personne en question s'est trouvée dans une zone à haut risque.

La quarantaine des personnes ayant été en contact étroit ou à haut risque avec des personnes infectées dure dix jours à compter du dernier contact ayant entraîné un risque accru de COVID-19, sauf si la personne a subi un test COVID-19 négatif à partir du septième jour de cette quarantaine.

Par dérogation à l'alinéa 5, la quarantaine des personnes ayant été en contact étroit ou à haut risque avec des personnes infectées précité dure dix jours à compter du dernier contact ayant entraîné un risque accru de COVID-19 si la personne infectée avec laquelle avec laquelle il a été en contact a été contaminée par un variant préoccupant.

§ 3. La durée de la quarantaine des personnes qui se sont rendues dans une zone à haut risque et des personnes ayant été en contact étroit ou à haut risque avec les personnes infectées peut être temporairement levée, sauf pour les personnes qui se sont rendues dans une zone à haut risque qui est une zone à haut risque où des variants préoccupants sont fortement présents, afin d'accomplir les activités nécessaires suivantes qui ne peuvent pas être reportées au-delà de la durée de la quarantaine et à condition d'accorder une attention particulière aux mesures d'hygiène, de se tenir à distance des autres personnes et de porter un masque bucco-nasal (chirurgical) :

1° les déplacements en vue de soins médicaux urgents et de l'accès aux médicaments;

2° les déplacements en vue d'acheter des produits de première nécessité, comme de la nourriture, mais uniquement si personne d'autre ne peut s'en charger et à titre exceptionnel;

3° les déplacements dans le cadre de questions juridiques ou financières à régler d'urgence et de l'autorité parentale, moyennant une justification;

4° les déplacements visant à fournir les soins urgents et nécessaires aux animaux (domestiques), si personne d'autre ne peut s'en charger;

5° les déplacements dans le cadre de funérailles.

La quarantaine des personnes qui se sont rendues dans une zone à haut risque où des variants préoccupants sont fortement présents peut être temporairement levée afin d'accomplir les activités nécessaires suivantes qui ne peuvent pas être reportées au-delà de la durée de la quarantaine et à condition d'accorder une attention particulière aux mesures d'hygiène, de se tenir à distance des autres personnes et de porter un masque bucco-nasal (chirurgical) :

1° les déplacements en vue de soins médicaux urgents et de l'accès aux médicaments;

2° les déplacements en vue d'acheter des produits de première nécessité, comme de la nourriture, mais uniquement si personne d'autre ne peut s'en charger et à titre exceptionnel.

§ 4. La durée de la quarantaine des personnes qui se sont rendues dans une zone à haut risque qui n'est pas une zone à haut risque où des variants préoccupants sont fortement présents, peut être temporairement levée pour :

1° les élèves, étudiants et stagiaires dans le cadre d'un examen ou d'une mission obligatoire;

2° les travailleurs de la santé, les chercheurs dans le domaine de la santé et les professionnels des soins aux personnes âgées. Cette exception ne peut être invoquée que par le personnel nécessaire pour garantir un minimum de soins de base. Pour le personnel hospitalier, la décision est prise en concertation avec la direction de l'hôpital et le service d'hygiène de l'hôpital. Pour le personnel des soins de première ligne, comme les médecins généralistes, la décision est prise en concertation avec le cercle de garde;

3° les membres de la communauté diplomatique et consulaire, les titulaires d'une fonction, les élus et représentants officiels des organisations et institutions internationales établies Belgique, dans le cadre d'une activité essentielle qui ne peut pas être exercée à distance, ni par vidéoconférence;

4° les chefs d'Etat et de gouvernement, les membres du gouvernement, les parlementaires et hauts fonctionnaires, le personnel diplomatique, consulaire et technique et le personnel technique en mission professionnelle, dans le cadre d'une activité essentielle qui ne peut pas être exercée à distance, ni par vidéoconférence;

5° les membres du personnel d'une organisation internationale ou les personnes invitées par une telle organisation, dont la présence physique est requise pour le bon fonctionnement de cette organisation, y compris les inspecteurs d'installations nucléaires;

6° les travailleurs saisonniers;

7° le personnel des services de police, des services de migration et de la douane;

8° les personnes qui voyagent pour des raisons familiales impérieuses (maladie grave avec hospitalisation, phase préterminale, décès) dans la mesure nécessaire à l'accomplissement de ces obligations familiales;

9° les personnes hautement qualifiées, lorsque leur travail est nécessaire d'un point de vue économique et ne peut pas être reporté (le cas échéant, comme déterminé par l'employeur en concertation avec le médecin du travail, ce dernier devant être informé des risques potentiels sur le lieu de travail). Sont également compris les sportifs professionnels, les professionnels du secteur culturel et les chercheurs scientifiques qui se déplacent dans l'exercice de leur activité professionnelle;

10° les journalistes dans l'exercice de leurs fonctions;

11° les passagers en transit qui séjournent moins de 48 h en Belgique;

12° les patients qui voyagent pour des raisons médicales impérieuses ou la poursuite d'un traitement médical urgent;

13° les personnes qui se déplacent pour prodiguer une assistance ou des soins à une personne âgée, mineure, handicapée ou vulnérable.

La durée de la quarantaine des personnes qui se sont rendues dans une zone à haut risque qui est une zone à haut risque où des variants préoccupants sont fortement présents, peut être temporairement levée pour :

1° les membres de la communauté diplomatique et consulaire, les titulaires d'une fonction, les élus et représentants officiels des organisations et institutions internationales établies Belgique, dans le cadre d'une activité essentielle qui ne peut pas être exercée à distance, ni par vidéoconférence;

2° les chefs d'Etat et de gouvernement, les membres du gouvernement, les parlementaires et hauts fonctionnaires, le personnel diplomatique, consulaire et technique et le personnel technique en mission professionnelle, dans le cadre d'une activité essentielle qui ne peut pas être exercée à distance, ni par vidéoconférence;

3° les membres du personnel d'une organisation internationale ou les personnes invitées par une telle organisation, dont la présence physique est requise pour le bon fonctionnement de cette organisation, y compris les inspecteurs d'installations nucléaires;

4° le personnel de transport chargé du transport de marchandises et les autres personnels de transport qui voyagent dans l'exercice de leur fonction;

5° les marins, l'équipage de remorqueurs, les pilotes et le personnel industriel occupé dans les parcs éoliens offshore.

Les personnes visées aux alinéas 1^{er} et 2 doivent remplir les conditions suivantes :

1° de manière générale, ne pas présenter de symptômes;

2° ne pas être un contact à haut risque d'une personne pour laquelle le diagnostic d'une infection COVID-19 a été confirmé et qui vit sous le même toit;

3° ne pas avoir été testé positif au COVID-19;

4° limiter le contact avec le public au strict minimum;

5° si possible, ne pas emprunter les transports en commun;

6° ne pas être en mesure de télétravailler;

7° respecter les règles de distance et toujours porter correctement un masque bucco-nasal (chirurgical) sur le lieu de travail;

8° limiter le contact avec les autres collaborateurs : dans la pratique, cela signifie des accès et sorties autant que possible séparés, des vestiaires séparés et des salles de repos et des réfectoires séparés.

§ 5. La durée de la quarantaine peut être temporairement levée, sauf pour les personnes qui se sont rendues dans une zone à haut risque où des variants préoccupants sont fortement présents, pour :

1° (moyennant attestation de l'employeur, le cas échéant) très exceptionnellement, les personnes asymptomatiques qui exercent une fonction ou une mission essentielle et

a) qui sont des professionnels de santé ou des professionnels qui prodiguent une assistance et des soins à des personnes vulnérables;

b) à condition que l'exercice de leur fonction soit absolument nécessaire pour pouvoir garantir un minimum de soins de base;

c) à condition de :

- 1) porter un masque bucco-nasal (chirurgical);
- 2) respecter les mesures d'hygiène;
- 3) contrôler activement la température corporelle et les symptômes COVID-19;
- 4) garder une distance d'au moins 1,5 mètre avec le personnel;
- 5) limiter les contacts sociaux en dehors du travail;
- 6) ne pas emprunter les transports en commun;
- 7) respecter l'interdiction de voyager;

2° (moyennant attestation de l'employeur, le cas échéant) les travailleurs qui, par la nature de leur fonction dans les laboratoires, entrent en contact avec le virus qui provoque le COVID-19;

3° les personnes occupées dans un secteur essentiel au sens de l'annexe 1^{re} de l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, lorsque leur travail répond aux critères cumulatifs suivants :

a) demande urgente (déterminée par l'employeur en concertation avec le médecin du travail, ce dernier devant être informé des risques potentiels sur le lieu de travail);

b) situation nécessaire (déterminée par l'employeur en concertation avec le médecin du travail, ce dernier devant être informé des risques potentiels sur le lieu de travail);

c) fonction indispensable et irremplaçable décrite dans le plan de continuité de l'entreprise. Les travailleurs des entreprises qui ne disposent pas d'un Business Continuity Plan ne pourront jamais bénéficier de cette exception de quarantaine;

d) la continuité des services essentiels de l'entreprise est menacée à court terme (durée de la quarantaine);

e) toutes les autres solutions alternatives ont été envisagées et sont insuffisantes.

L'employeur transmet au Comité pour la Prévention et la Protection au Travail et au médecin du travail une liste des personnes en question. Après approbation par le Comité pour la Prévention et la Protection au Travail de l'entreprise, l'exception à la quarantaine est attestée et une liste nominative des personnes concernées est tenue à jour quotidiennement.

Les personnes visées à l'alinéa 1^{er} doivent remplir les conditions suivantes :

1° de manière générale, ne pas présenter de symptômes;

2° ne pas être un contact à haut risque d'une personne pour laquelle le diagnostic d'une infection COVID-19 a été confirmé et qui vit sous le même toit;

3° ne pas avoir été testé positif au COVID-19;

4° limiter le contact avec le public au strict minimum;

5° si possible, ne pas emprunter les transports en commun;

6° ne pas être en mesure de télétravailler;

7° respecter les règles de distance et toujours porter correctement un masque bucco-nasal (chirurgical) sur le lieu de travail;

8° limiter le contact avec les autres collaborateurs : dans la pratique, cela signifie des accès et sorties autant que possible séparés, des vestiaires séparés et des salles de repos et des réfectoires séparés.

Art. 3. Une personne qui s'est rendue dans une zone à haut risque a l'obligation de se soumettre à un test COVID-19 le premier et le septième jour de quarantaine.

Une personne ayant été en contact étroit ou à haut risque avec des personnes infectées a l'obligation de se soumettre à un test COVID le premier et le septième jour de quarantaine.

Art. 4. § 1^{er}. Les obligations de quarantaine et de dépistage imposées aux personnes qui se sont rendues dans une zone à haut risque ne s'appliquent pas aux personnes qui se sont rendues pour une durée inférieure à 48 heures dans une zone à haut risque qui n'est pas une zone à haut risque où des variants préoccupants sont fortement présents, ni aux personnes qui séjournent en Belgique pour cette durée limitée à moins qu'elle n'arrive d'une zone à haut risque où des variants préoccupants sont fortement présents.

§ 2. Les obligations de quarantaine et de dépistage imposées aux personnes qui se sont rendues dans une zone à haut risque ne s'appliquent pas aux personnes dont la probabilité de contamination dans une zone à haut risque qui n'est pas une zone à haut risque où une attention accrue est portée aux variants préoccupants et qui n'est pas une zone à haut risque où des variants préoccupants sont fortement présents est jugée faible parce qu'elles peuvent démontrer qu'elles sont immunisées contre le COVID-19, ont été testées négativement ou ont guéri du COVID-19.

Les personnes sont immunisées contre le COVID-19 au sens de l'alinéa 1^{er} lorsqu'elles ont été vaccinées depuis plus de deux semaines avec deux doses d'un vaccin dont deux doses sont requises, lorsqu'elles ont été vaccinées depuis plus de deux semaines avec un vaccin dont une seule dose est requise ou lorsque, après avoir été infectées antérieurement par le COVID-19, elles ont été vaccinées depuis plus de deux semaines avec une dose d'un vaccin dont deux doses sont requises. Le vaccin doit avoir été approuvé par l'Agence européenne des médicaments.

Les personnes qui ont été testées négativement au sens de l'alinéa 1^{er} sont les personnes chez lesquelles le résultat d'un test PCR, réalisé au plus tôt 72 heures avant l'arrivée sur le territoire belge ou le jour 1 ou le jour 2 du retour, avec quarantaine jusqu'à ce que le résultat du test soit connu, est négatif.

Les personnes qui ont guéri du COVID-19 au sens de l'alinéa 1^{er} sont les personnes qui ont subi maximum 180 jours plus tôt un test PCR positif.

L'obligation de quarantaine imposée aux personnes qui se sont rendues dans une zone à haut risque ne s'applique pas aux personnes dont la probabilité de contamination dans une zone à haut risque où une attention accrue est portée aux variants préoccupants est jugée faible parce qu'elles peuvent démontrer qu'elles sont immunisées contre le COVID-19 au sens de l'alinéa 1^{er} et se soumettent, le jour 1, à un test PCR dont le résultat est négatif, avec quarantaine jusqu'à ce que le résultat du test soit connu.

§ 3. Sont dispensées de quarantaine les personnes qui se sont rendues dans une zone à haut risque qui n'est pas une zone à haut risque où des variants préoccupants sont fortement présents suivantes :

- 1° les résidents frontaliers ou les travailleurs frontaliers qui voyagent en cette qualité;
- 2° le personnel de transport chargé du transport de marchandises et les autres personnels de transport qui voyagent dans l'exercice de leur fonction;
- 3° les marins, l'équipage de remorqueurs, les pilotes et le personnel industriel occupé dans les parcs éoliens offshore;
- 4° les personnes qui voyagent dans le cadre d'une coparentalité transfrontalière;
- 5° les élèves, étudiants et stagiaires qui se rendent chaque jour ou chaque semaine à l'étranger dans le cadre de leurs études ou d'un stage transfrontalier;
- 6° les écoliers transfrontaliers qui voyagent dans le cadre de l'enseignement obligatoire ou dans le cadre de l'enseignement supérieur et de l'éducation des adultes vers et depuis le lieu où ils bénéficient de cet enseignement;
- 7° les « Border Force Officers » du Royaume-Uni.

Sont dispensées de l'obligation de dépistage les personnes qui se sont rendues dans une zone à haut risque qui n'est pas une zone à haut risque où des variants préoccupants sont fortement présents sont les suivantes :

- 1° les résidents frontaliers ou les travailleurs frontaliers qui voyagent en cette qualité;
- 2° le personnel de transport chargé du transport de marchandises et les autres personnels de transport qui voyagent dans l'exercice de leur fonction;
- 3° les marins, l'équipage de remorqueurs, les pilotes et le personnel industriel occupé dans les parcs éoliens offshore;
- 4° les personnes qui voyagent dans le cadre d'une coparentalité transfrontalière;
- 5° les élèves, étudiants et stagiaires qui se rendent chaque jour ou chaque semaine à l'étranger dans le cadre de leurs études ou d'un stage transfrontalier;
- 6° les écoliers transfrontaliers qui voyagent dans le cadre de l'enseignement obligatoire ou dans le cadre de l'enseignement supérieur et de l'éducation des adultes vers et depuis le lieu où ils bénéficient de cet enseignement;
- 7° les « Border Force Officers » du Royaume-Uni.

Art. 5. L'obligation de quarantaine ne s'applique pas aux personnes dont la probabilité de contamination après un contact à haut risque est jugée faible parce qu'elles peuvent démontrer qu'elles sont immunisées contre le COVID-19 et se soumettent, le jour 1, à un test PCR dont le résultat est négatif, la quarantaine étant obligatoire jusqu'à ce que le résultat du test soit connu, à moins qu'il ne s'agisse d'un cluster de contaminations dans :

- 1° une collectivité de soins résidentiels;
- 2° une collectivité autre que celles où des enfants et jeunes sont pris en charge;
- 3° une entreprise où il a été confirmé par un test PCR que des personnes immunisées contre le COVID-19 ont été infectées par le COVID-19.

Les personnes sont immunisées contre le COVID-19 au sens de l'alinéa 1^{er} lorsqu'elles ont été vaccinées depuis plus de deux semaines avec deux doses d'un vaccin dont deux doses sont requises, lorsqu'elles ont été vaccinées depuis plus de deux semaines avec un vaccin dont une seule dose est requise ou lorsque, après avoir été infectées antérieurement par le COVID-19, elles ont été vaccinées depuis plus de deux semaines avec une dose d'un vaccin dont deux doses sont requises. Le vaccin doit avoir été approuvé par l'Agence européenne des médicaments.

Art. 6. Le présent arrêté abroge l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 2021 portant exécution de l'article 47/15bis du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé.

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 2021.

Art. 8. La Ministre de la Santé est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 2 juillet 2021.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Egalité des Chances
et des Droits des Femmes,
Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/21337]

2 JULI 2021. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van artikel 47/15bis van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 1 april 2021 tot uitvoering van artikel 47/15bis van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

De Waalse Regering,

Gelet op het Waals wetboek van Sociale actie en Gezondheid, artikel 47/15bis, § 1, tweede lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 1 april 2021 tot uitvoering van artikel 47/15bis van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 april 2021 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 1 april 2021 tot uitvoering van artikel 47/15bis van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 2 juli 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 2 juli 2021;

Gelet op het rapport van 1 juli 2021, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 2016 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 1995 van de Grondwet;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1, eerste lid; Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het ministerieel besluit van 13 maart 2020 houdende de afkondiging van de federale fase betreffende de coördinatie en het beheer van de crisis coronavirus COVID-19;

Gelet op de beslissingen van het Overlegcomité, met name die van 11 mei 2021 en 4 juni 2021, waarbij de deelgebieden is opgedragen in hun regelgeving de wijzigingen aan te brengen die naar verwachting op 1 juli 2021 van kracht zullen worden;

Overwegende dat de Interministeriële Conferentie Volksgezondheid op 16 juni 2021 nieuwe regels heeft goedgekeurd voor het testen en in quarantaine plaatsen van volledig gevaccineerde personen die in contact komen met personen met een hoog risico;

Overwegende dat artikel 47/15bis van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid bepaalt dat het aan de Regering is om de categorieën van personen die een vector voor het overbrengen van COVID-19 zouden kunnen zijn, te bepalen en die daarom onmiddellijk in afzondering of quarantaine moeten worden geplaatst en aan een opsporingstest moeten worden onderworpen, volgens de nadere regels bepaald in de aanbevelingen en beslissingen van de federale en interfederale instanties. Zij is ook verantwoordelijk voor het vaststellen van vrijstellingen van deze verplichtingen. De Regering oefent deze bevoegdheid uit op basis van de aanbevelingen en beslissingen van de federale en interfederale instanties;

Overwegende dat de regering ter uitvoering van deze bepaling een besluit van de Waalse Regering van 6 november 2020 heeft aangenomen, dat is vervangen door een nieuw besluit van de Waalse Regering van 1 april 2021, gewijzigd op 29 april 2021;

Overwegende dat het Overlegcomité Comité tijdens zijn vergaderingen van 11 mei en 4 juni 2021 heeft besloten dat de deelgebieden de nieuwe geharmoniseerde lijst van uitzonderingen op de quarantaine- en afnameverplichtingen, die uiterlijk op 1 juli 2021 in werking moet treden, in hun regelgeving moeten omzetten;

Overwegende dat ter wille van de duidelijkheid is besloten een nieuw besluit vast te stellen, waarin alle voorschriften inzake quarantaine en tests zijn opgenomen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid ingegeven door de context van de gezondheids crisis en het vitale belang voor de volksgezondheid en om de heropleving van de pandemie in verband met COVID-19 te voorkomen, dat de nodige maatregelen inzake quarantaine en opsporingstest kunnen worden genomen, met name voor personen die terugkeren uit bepaalde zones in het buitenland;

Gelet op het overleg tussen de Regeringen van de deelgebieden en de bevoegde federale overheden binnen de Nationale Veiligheidsraad, het Overlegcomité en de Interministeriële Conferentie Volksgezondheid;

Gelet op artikel 191 van het EU-Verdrag waarin het voorzorgsbeginsel vastgeschreven is in het kader van het beheer van een internationale sanitaire crisis en de actieve voorbereiding op het potentieel voorvallen van deze crisissen; dat dit beginsel inhoudt dat, wanneer er een ernstig risico zich naar alle waarschijnlijkheid kan voordoen, de publieke overheden dringende en voorlopige maatregelen dienen te nemen;

Gelet op de verklaring van WHO in verband met de kenmerken van het coronavirus COVID-19, in het bijzonder de sterke besmettelijkheid en het sterfelijkheidsrisico;

Overwegende dat WHO op 11 maart 2020 het coronavirus COVID-19 als een pandemie gelabeld heeft;

Overwegende dat WHO op 16 maart 2020 zijn dreigingsniveau voor het coronavirus COVID-19, die de wereldeconomie destabiliseert en zich snel over de wereld verspreidt, naar de hoogste graad heeft opgetrokken;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid en het gezondheidsrisico dat het coronavirus COVID-19 voor de Belgische bevolking inhoudt;

Overwegende dat het, om de verspreiding van het virus te vertragen en te beperken, nodig is onmiddellijk de in overweging genomen maatregelen te bevelen, welke onontbeerlijk blijken op vlak van volksgezondheid;

Overwegende dat de dringendheid des te groter is omdat de zomervakantieperiode bevorderlijk is voor het reizen, voor het opnieuw opduiken van de epidemie en voor de invoer van nieuwe varianten; Overwegende dat COVID-19 nog steeds circuleert op Europees en Belgisch grondgebied;

Overwegende dat het gevaar zich over het grondgebied van het gehele land verspreidt; dat het in het algemeen belang is dat er samenhang gegeven wordt aan de getroffen maatregelen om de openbare orde in stand te houden, zodat de doeltreffendheid ervan hoogst mogelijk is;

Overwegende derhalve dat de rechtstreekse en onrechtstreekse gevolgen van de crisis een beheer en een snelle reactie op gewestelijk niveau vereisen, zoveel mogelijk in overeenstemming met de maatregelen die binnen de verschillende bevoegde deelgebieden zijn genomen, via de maatregelen waartoe in de interfederale overlegorganen is besloten

Overwegende dat, hoewel de gunstige ontwikkelingen het mogelijk hebben gemaakt de algemene beperkingen die aan de bevolking worden opgelegd te beperken, sommige daarvan nog steeds bestaan en dat COVID-19 nog steeds een groot gezondheidsrisico van uitzonderlijke en ongekende aard vormt;

Overwegende dat het voor de volksgezondheid van vitaal belang is de verspreiding van het virus en zijn varianten te beperken;

Gelet op het belang van duidelijke en geharmoniseerde regels voor geheel België, met name bij terugkeer uit het buitenland;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid verantwoord is;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In dit besluit wordt verstaan onder:

1° vermoedelijk besmette persoon: een persoon categorie III zoals bepaald in artikel 1, 15°, van het samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, betreffende de gezamenlijke gegevensverwerking door Sciensano en de door de bevoegde gefedereerde entiteiten of door de bevoegde agentschappen aangeduide contactcentra, gezondheidsinspecties en mobiele teams in het kader van een contactonderzoek bij personen die (vermoedelijk) met het coronavirus COVID-19 besmet zijn op basis van een gegevensbank bij Sciensano;

2° de personen die een nauw contact of een hoogrisico-contact hebben gehad met de besmette personen:

een persoon categorie IV zoals bepaald in artikel 1, 16°, van het samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, betreffende de gezamenlijke gegevensverwerking door Sciensano en de door de bevoegde gefedereerde entiteiten of door de bevoegde agentschappen aangeduide contactcentra, gezondheidsinspecties en mobiele teams in het kader van een contactonderzoek bij personen die (vermoedelijk) met het coronavirus COVID-19 besmet zijn op basis van een gegevensbank bij Sciensano;

3° Personen die vectoren van COVID-19 kunnen zijn : besmette personen, vermoedelijk besmette personen, personen die een nauw contact of een hoogrisico-contact hebben gehad met de besmette personen en personen die naar een hoogrisicogebied zijn gereisd;

(4) hoogrisicogebied: een gebied dat door de bevoegde federale dienst is aangewezen als een hoogrisicogebied voor COVID-19-besmetting;

5° hoogrisicogebied waar zorgwekkende varianten veelvuldig voorkomen: een gebied dat door de bevoegde federale dienst is aangewezen als hoogrisicogebied waar een zorgwekkende variant de oorzaak is of vermoedelijk is van een aanzienlijk deel van de COVID-19-besmetting;

6° risicogebied met verhoogde aandacht voor zorgwekkende varianten: een gebied buiten de Europese Unie dat door de bevoegde federale dienst niet is aangewezen als een risicogebied waar zorgwekkende varianten in hoge mate aanwezig zijn en dat niet voorkomt op de lijst van de Europese Unie van veilige derde landen;

7° zorgwekkende variant: een variant van het SARS-CoV-2-virus die door de Wereldgezondheidsorganisatie is aangemerkt als een "Variant of Concern", met uitzondering van de Alpha-variant.

Art. 2. § 1. De personen die een vector kunnen zijn van het COVID-19 zijn verplicht zich te isoleren of in quarantaine te plaatsen en een opsporingstest te ondergaan, volgens de aanbevelingen en beslissingen van de federale en interfederale overheden die vermeld staan op de site info-coronavirus.be.

§ 2. De duur van de afzondering van besmette en vermoedelijk besmette personen is :

1° ten minste tien dagen na het begin van de symptomen en tot ten minste drie dagen zonder koorts en met verbetering van de ademhalingsymptomen, bij aanwezigheid van COVID-19-symptomen;

2° tien dagen na de datum van de COVID-19-opsporingstest, als er geen COVID-19-symptomen zijn;

Voor personen die naar een hoogrisicogebied hebben gereisd dat geen hoogrisicogebied is waar de zorgwekkende varianten veel voorkomen, duurt de quarantaine tien dagen vanaf de laatste dag dat de persoon in een hoogrisicogebied was, tenzij de persoon op of na de zevende dag van de quarantaine negatief heeft getest op COVID-19.

Voor personen die naar een hoogrisicogebied hebben gereisd dat een hoogrisicogebied is waar de zorgwekkende varianten veel voorkomen, duurt de quarantaine tien dagen vanaf de laatste dag dat de betrokken persoon in een hoogrisicogebied was.

Quarantaine van personen die in nauw contact of met een hoog risico in contact zijn geweest met besmette personen duurt 10 dagen vanaf het laatste contact dat resulteerde in een verhoogd risico op COVID-19, tenzij de persoon op of na de zevende dag van de quarantaine negatief testte op COVID-19.

Onverminderd het vijfde lid duurt de quarantaine van personen die nauw contact of contact met een verhoogd risico hebben gehad met de hierboven bedoelde besmette personen tien dagen vanaf het laatste contact dat een verhoogd risico van COVID-19 tot gevolg heeft gehad, indien de besmette persoon met wie hij of zij contact heeft gehad, besmet was met een variant die aanleiding geeft tot bezorgdheid

§ 3. De duur van de quarantaine voor personen die naar een hoogrisicogebied hebben gereisd en voor personen die in nauw contact of met een hoog risico in contact zijn geweest met besmette personen, kan tijdelijk worden opgeheven, behalve voor personen die naar een hoogrisicogebied hebben gereisd waar zorgwekkende varianten veel voorkomen, om de volgende noodzakelijke activiteiten uit te voeren die niet kunnen worden uitgesteld tot na afloop van de quarantaine en op voorwaarde dat bijzondere aandacht wordt besteed aan hygiënische maatregelen, het op afstand houden van andere personen en het dragen van een mond-neusmasker (chirurgisch masker):

1° verplaatsingen voor dringende medische zorg en toegang tot medicijnen;

2° verplaatsingen om meest noodzakelijke goederen te kopen, zoals voedsel, maar alleen als niemand anders het kan doen, en alleen in uitzonderlijke gevallen;

3° verplaatsingen in verband met juridische of financiële kwesties die een dringende regeling en ouderlijk gezag vereisen, mits daarvoor een rechtvaardiging wordt gegeven;

4° reizen om dringende en noodzakelijke zorg te verlenen aan huisdieren, als niemand anders het kan doen;

5° verplaatsingen in verband met begrafenissen.

De quarantaine van personen die naar een hoogrisicogebied zijn gereisd waar zorgwekkende varianten veelvuldig voorkomen, kan tijdelijk worden opgeheven om de volgende noodzakelijke activiteiten uit te voeren die niet tot na de quarantaineperiode kunnen worden uitgesteld en op voorwaarde dat bijzondere aandacht wordt besteed aan hygiënische maatregelen, het op afstand houden van andere personen en het dragen van een mond-neusmasker (chirurgisch masker):

1° verplaatsingen voor dringende medische zorg en toegang tot medicijnen;

2° verplaatsingen om meest noodzakelijke goederen te kopen, zoals voedsel, maar alleen als niemand anders het kan doen, en alleen in uitzonderlijke gevallen;

§ 4. De duur van de quarantaine voor personen die hebben gereisd naar een hoogrisicogebied dat geen hoogrisicogebied is waar zorgwekkende varianten in hoge mate aanwezig zijn, kan tijdelijk worden opgeheven voor :

1° leerlingen, studenten en stagiairs in het kader van een examen of een verplichte opdracht;

2° gezondheidswerkers, onderzoekers in de gezondheidszorg en beroepsbeoefenaren die ouderen verzorgen. Op deze uitzondering kan alleen een beroep worden gedaan door het personeel dat nodig is om een minimum aan basiszorg te waarborgen. Voor het ziekenhuispersoneel wordt de beslissing genomen in overleg met de ziekenhuisdirectie en de dienst hygiëne van het ziekenhuis. Voor personeel in de eerstelijnszorg, zoals huisartsen, wordt de beslissing genomen in overleg met de kring van artsen van wacht;

3° leden van de diplomatieke en consulaire gemeenschap, ambtsdragers, verkozenen en officiële vertegenwoordigers van in België gevestigde internationale organisaties en instellingen, in het kader van een essentiële activiteit die niet op afstand of per videoconferentie kan worden uitgeoefend;

4° Staatshoofden en regeringsleiders, leden van de regering, parlementsleden en hoge ambtenaren, alsmede diplomatiek, consulaire en technisch personeel op dienstreis, in het kader van een essentiële activiteit die niet op afstand of per videoconferentie kan worden uitgeoefend;

5° leden van het personeel van een internationale organisatie of door een dergelijke organisatie uitgenodigde personen wier fysieke aanwezigheid vereist is voor de goede werking van die organisatie, met inbegrip van inspecteurs van nucleaire installaties;

6° seizoenarbeiders;

7° het personeel van de politie, de migratiediensten en de douane;

8° personen die om dwingende familiale redenen reizen (ernstige ziekte met ziekenhuisopname, preterminale fase, overlijden), voor zover dit noodzakelijk is om aan deze familiale verplichtingen te voldoen;

9° hooggekwalificeerde personen, wanneer hun werk economisch noodzakelijk is en niet kan worden uitgesteld (in voorkomend geval, zoals bepaald door de werkgever in overleg met de arbeidsgeneesheer, die op de hoogte moet worden gebracht van de mogelijke risico's op de arbeidsplaats). Ook beroepssporters, beoefenaars van vrije beroepen in de culturele sector en wetenschappelijke onderzoekers die reizen in het kader van de uitoefening van hun beroepsactiviteit, vallen hieronder;

10° journalisten in de uitoefening van hun functie;

11° transitpassagiers die minder dan 48 uur in België verblijven;

12° patiënten die reizen om dwingende medische redenen of in verband met de voortzetting van een dringende medische behandeling;

13° personen die reizen om bijstand of zorg te verlenen aan een bejaarde, een minderjarige, een gehandicapte of een kwetsbare persoon.

De duur van de quarantaine voor personen die hebben gereisd naar een hoogrisicogebied dat een hoogrisicogebied is waar zorgwekkende varianten in hoge mate aanwezig zijn, kan tijdelijk worden opgeheven voor :

1° leden van de diplomatieke en consulaire gemeenschap, ambtsdragers, verkozenen en officiële vertegenwoordigers van in België gevestigde internationale organisaties en instellingen, in het kader van een essentiële activiteit die niet op afstand of per videoconferentie kan worden uitgeoefend;

2° Staatshoofden en regeringsleiders, leden van de regering, parlementsleden en hoge ambtenaren, alsmede diplomatiek, consulaire en technisch personeel op dienstreis, in het kader van een essentiële activiteit die niet op afstand of per videoconferentie kan worden uitgeoefend;

3° leden van het personeel van een internationale organisatie of door een dergelijke organisatie uitgenodigde personen wier fysieke aanwezigheid vereist is voor de goede werking van die organisatie, met inbegrip van inspecteurs van nucleaire installaties;

4° vervoerspersoneel dat met het goederenvervoer is belast en ander vervoerspersoneel dat in de uitoefening van zijn werkzaamheden reist;

5° zeelieden, bemanning van sleepboten, loodsen en industrieel personeel werkzaam in offshore windmolenparken.

De in de leden 1 en 2 bedoelde personen moeten aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° in het algemeen, geen symptomen te hebben;

2° geen hoog-risico-contact zijn van een persoon met een bevestigde diagnose van COVID-19-infectie die in hetzelfde huishouden woont;

3° niet positief te hebben getest op COVID-19;

4° het contact met het publiek tot een strikt minimum beperken;

5° indien mogelijk geen gebruikmaken van het openbaar vervoer;

6° niet kunnen telewerken;

7° de afstandsregels respecteren en altijd een (chirurgisch) mond- en neusmasker op de juiste manier op de werkplek dragen;

8° het contact met andere werknemers beperken: in de praktijk betekent dit zoveel mogelijk gescheiden in- en uitgangen, gescheiden kleedkamers en gescheiden rust- en eetzaal.

§ 5 De duur van de quarantaine kan tijdelijk worden opgeheven, behalve voor personen die naar een hoogrisicogebied zijn gereisd waar de betrokken varianten veelvuldig voorkomen, voor :

1° (met een attest van de werkgever, indien van toepassing) zeer uitzonderlijk, asymptomatische personen die een essentiële functie of opdracht vervullen en

- a) die gezondheidswerkers zijn of beroepen die bijstand en zorg verlenen aan kwetsbare personen;
- b) mits de uitoefening van hun taken absoluut noodzakelijk is om een minimum aan basiszorg te waarborgen;
- c) mits :
 - 1) een mond- en neusmasker (chirurgisch) te dragen;
 - 2) hygiënische maatregelen in acht te nemen;
 - 3) actief de lichaamstemperatuur en de mogelijke symptomen van COVID-19 controleren;
 - 4) een afstand van ten minste 1,5 meter tot het personeel te houden;
 - 5) de sociale contacten buiten het werk te beperken;
 - 6) geen gebruik te maken van het openbaar vervoer;
 - 7) het reisverbod te respecteren;

2° werknemers die door de aard van hun werkzaamheden in laboratoria in contact komen met het virus dat COVID-19 veroorzaakt (indien van toepassing, onder voorbehoud van certificering door de werkgever);

3° personen die werkzaam zijn in een essentiële sector in de zin van bijlage 1 van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, wanneer hun werkzaamheden voldoen aan de volgende cumulatieve criteria:

- a) dringend verzoek (vastgesteld door de werkgever in overleg met de bedrijfsarts, die op de hoogte moet worden gesteld van de mogelijke risico's op de werkplek);
- b) noodzakelijke situatie (vastgesteld door de werkgever in overleg met de arbeidsgeneesheer, die op de hoogte moet worden gesteld van de mogelijke risico's op de werkplek);
- c) onmisbare en onvervangbare functie die in het bedrijfscontinuïteitsplan is beschreven. Werknemers in bedrijven die niet over een Business Continuity Plan beschikken, zullen nooit van deze quarantaine-uitzondering kunnen profiteren;
- d) de continuïteit van essentiële bedrijfsdiensten op korte termijn (duur van de quarantaine) in gevaar komt;
- e) alle andere alternatieve oplossingen in overweging zijn genomen en ontoereikend zijn.

De werkgever zendt een lijst van de betrokken personen aan het Comité voor Preventie en Bescherming op het Werk en aan de bedrijfsarts. Na goedkeuring door het Comité voor gezondheid en veiligheid op het werk van de onderneming wordt de uitzondering op de quarantaine gecertificeerd en wordt dagelijks een lijst met de namen van de betrokken personen bijgehouden.

De in lid 1 bedoelde personen moeten aan de volgende voorwaarden voldoen:

- 1° in het algemeen, geen symptomen hebben;
- 2° geen hoog-risico-contact zijn van een persoon met een bevestigde diagnose van COVID-19-infectie die in hetzelfde huishouden woont;
- 3° niet positief hebben getest op COVID-19;
- 4° het contact met het publiek tot een strikt minimum beperken;
- 5° indien mogelijk geen gebruikmaken van het openbaar vervoer;
- 6° niet kunnen telewerken;
- 7° de afstandsregels respecteren en altijd een (chirurgisch) mond- en neusmasker op de juiste manier op de werkplek dragen;
- 8° het contact met andere werknemers beperken: in de praktijk betekent dit zoveel mogelijk gescheiden in- en uitgangen, gescheiden kleedkamers en gescheiden rust- en eetzaal.

Art. 3. Een persoon die een hoogrisicogebied heeft bezocht, moet op de eerste en de zevende dag van de quarantaine een COVID-19-test ondergaan.

Een persoon die in nauw contact of met een hoog risico in contact is geweest met besmette personen, moet op de eerste en de zevende dag van de quarantaine een COVID-test ondergaan.

Art. 4. § 1. De quarantaine- en opsporingstestverplichtingen voor personen die naar een hoogrisicogebied hebben gereisd, zijn niet van toepassing op personen die minder dan 48 uur hebben gereisd naar een hoogrisicogebied waar geen zorgwekkende varianten in significante aantallen aanwezig zijn, noch op personen die gedurende deze beperkte periode in België verblijven, tenzij zij aankomen uit een hoogrisicogebied waar zorgwekkende varianten in significante aantallen aanwezig zijn.

§ 2 De quarantaine- en opsporingsverplichtingen voor personen die naar een hoogrisicogebied hebben gereisd, zijn niet van toepassing op personen van wie wordt aangenomen dat zij een geringe kans hebben te worden besmet in een hoogrisicogebied dat geen hoogrisicogebied is waar verhoogde aandacht wordt besteed aan zorgwekkende varianten en dat geen hoogrisicogebied is waar zorgwekkende varianten veelvuldig voorkomen, omdat zij kunnen aantonen dat zij immuun zijn voor COVID-19, negatief hebben gereageerd op een COVID-19-test of hersteld zijn van COVID-19.

Personen zijn immuun voor COVID-19 in de zin van lid 1 indien zij gedurende meer dan twee weken zijn ingeënt met een vaccin waarvoor twee doses nodig zijn, indien zij gedurende meer dan twee weken zijn ingeënt met een vaccin waarvoor slechts één dosis nodig is, of indien zij, na eerder met COVID-19 besmet te zijn geweest, gedurende meer dan twee weken zijn ingeënt met een dosis van een vaccin waarvoor twee doses nodig zijn. Het vaccin moet zijn goedgekeurd door het Europees Geneesmiddelenbureau.

Personen die negatief hebben gereageerd op een test in de zin van lid 1, zijn personen die een negatieve PCR-test hebben ondergaan, die niet eerder dan 72 uur voor aankomst op het Belgische grondgebied of op dag 1 of dag 2 van terugkeer is uitgevoerd, met quarantaine totdat het testresultaat bekend is.

Personen die zijn hersteld van COVID-19 in de zin van lid 1 zijn personen die niet meer dan 180 dagen eerder een positieve PCR-test hebben ondergaan.

De quarantaineverplichting voor personen die naar een hoogrisicogebied hebben gereisd, geldt niet voor personen van wie wordt aangenomen dat zij een geringe kans hebben om te worden besmet in een hoogrisicogebied waar verhoogde aandacht wordt besteed aan zorgwekkende varianten, omdat zij kunnen aantonen dat zij immuun zijn voor COVID-19 in de zin van punt 1 en op dag 1 een PCR-test ondergaan met een negatief resultaat, met quarantaine totdat het testresultaat bekend is.

§ 3. § 3. De volgende personen die een hoogrisicogebied hebben bezocht dat geen hoogrisicogebied is waar zorgwekkende varianten veel voorkomen, zijn vrijgesteld van quarantaine:

- 1° grensbewoners of grensarbeiders die in die hoedanigheid reizen;
- 2° vervoerspersoneel dat met het goederenvervoer is belast en ander vervoerspersoneel dat in de uitoefening van zijn werkzaamheden reist;
- 3° zeelieden, bemanning van sleepboten, loodsen en industrieel personeel werkzaam in offshore windmolenparken.
- 4° personen die reizen in het kader van grensoverschrijdend co-ouderschap;
- 5° scholieren, studenten en stagiairs die in het kader van hun studies of grensoverschrijdende opleiding elke dag of elke week naar het buitenland gaan;
- 6° grensoverschrijdende scholieren die in het kader van de leerplicht of in het kader van het hoger onderwijs of de volwasseneneducatie reizen van en naar de plaats waar zij dat onderwijs volgen;
- 7° de "Border Force Officers" van het Verenigd Koninkrijk.

De volgende personen die een hoogrisicogebied hebben bezocht dat geen hoogrisicogebied is waar zorgwekkende varianten veel voorkomen, zijn vrijgesteld van opsporingsverplichting:

- 1° grensbewoners of grensarbeiders die in die hoedanigheid reizen;
- 2° vervoerspersoneel dat met het goederenvervoer is belast en ander vervoerspersoneel dat in de uitoefening van zijn werkzaamheden reist;
- 3° zeelieden, bemanning van sleepboten, loodsen en industrieel personeel werkzaam in offshore windmolenparken.
- 4° personen die reizen in het kader van grensoverschrijdend co-ouderschap;
- 5° scholieren, studenten en stagiairs die in het kader van hun studies of grensoverschrijdende opleiding elke dag of elke week naar het buitenland gaan;
- 6° grensoverschrijdende scholieren die in het kader van de leerplicht of in het kader van het hoger onderwijs of de volwasseneneducatie reizen van en naar de plaats waar zij dat onderwijs volgen;
- 7° de "Border Force Officers" van het Verenigd Koninkrijk.

Art. 5. De quarantaineverplichting geldt niet voor personen die geacht worden een geringe kans te hebben op besmetting na een hoog-risico-contact omdat zij immuniteit tegen COVID-19 kunnen aantonen en op dag 1 een PCR-test ondergaan met een negatief resultaat, waarbij quarantaine vereist is totdat het testresultaat bekend is, tenzij het gaat om een cluster van besmettingen in :

- 1° een woonzorggemeenschap;
- 2° een andere gemeenschap dan die waar kinderen en jongeren in zorg zijn;
- 3° een bedrijf waar door middel van een PCR-test is bevestigd dat personen die immuun zijn voor COVID-19 met COVID-19 zijn besmet.

Personen zijn immuun voor COVID-19 in de zin van lid 1 indien zij gedurende meer dan twee weken zijn ingeënt met een vaccin waarvoor twee doses nodig zijn, indien zij gedurende meer dan twee weken zijn ingeënt met een vaccin waarvoor slechts één dosis nodig is, of indien zij, na eerder met COVID-19 besmet te zijn geweest, gedurende meer dan twee weken zijn ingeënt met een dosis van een vaccin waarvoor twee doses nodig zijn. Het vaccin moet zijn goedgekeurd door het Europees Geneesmiddelenbureau.

Art. 6. Bij dit besluit wordt het besluit van de Waalse Regering van 1 april 2021 tot uitvoering van artikel 47/15bis van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid opgeheven

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2021.

Art. 8. De Minister van Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 2 juli 2021.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/203303]

24 JUIN 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon portant création d'un comité de concertation de base pour la Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats relevant de ces autorités, article 10, § 1^{er}, modifié par la loi du 19 juillet 1983;